

Bibliothèque numérique

medic@

**Malespine, A.. Réorganisation du
service de santé de la Marine**

Paris : E. Dentu, 1864.

Cote : 90943 t. 16 n° 02

(2)

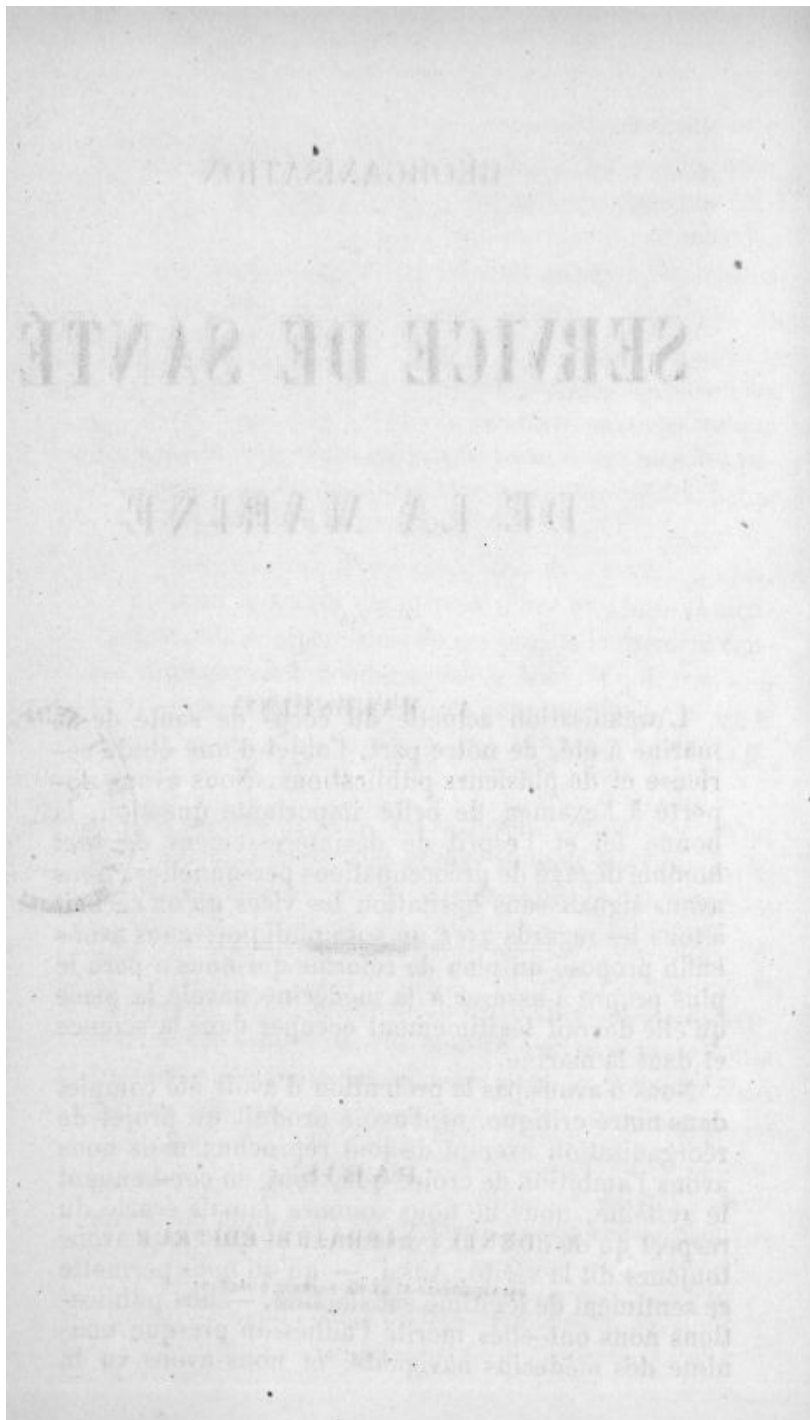
RÉORGANISATION
DU
SERVICE DE SANTÉ
DE LA MARINE

PAR
A. MALESPINE



PARIS
E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR
PALAIS-ROYAL, 17 ET 19, GALERIE D'ORLÉANS
—
1864





L'organisation actuelle du corps de santé de la marine a été, de notre part, l'objet d'une étude sérieuse et de plusieurs publications. Nous avons apporté à l'examen de cette importante question, la bonne foi et l'esprit de désintéressement de tout homme dégagé de préoccupations personnelles; nous avons signalé sans hésitation les vices qu'on cachait à tous les regards avec un soin pudique; nous avons enfin proposé un plan de réforme qui nous a paru le plus propre à assurer à la médecine navale la place qu'elle devrait légitimement occuper dans la science et dans la marine.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir été complet dans notre critique, ni d'avoir produit un projet de réorganisation exempt de tout reproche; mais nous avons l'ambition de croire que, tout en condamnant le système, nous ne nous sommes jamais écarté du respect qu'on doit aux personnes, et que nous avons toujours dit la vérité. Aussi, — qu'on nous permette ce sentiment de légitime satisfaction, — nos publications nous ont-elles mérité l'adhésion presque unanime des médecins navigants, et nous avons vu la

plupart des organes de la presse parisienne et de la presse des ports nous prêter spontanément l'appui sympathique de leur concours et de leur publicité.

Si nous avons pu douter un seul instant de la justice de la cause que nous soutenons et de la réalité des griefs que nous avons exposés, la brochure *les Médecins de la Marine*, publiée récemment à Rochefort, aurait dissipé nos doutes, car l'auteur de ce remarquable travail n'a fait que confirmer, avec la haute autorité qui s'attache à sa position et à son mérite, toutes les critiques que nous avons adressées aux institutions actuelles de la médecine navale.

Le Ministre de la marine était préoccupé déjà depuis longtemps de l'état de malaise, de découragement et de souffrance auquel étaient en proie les médecins de la flotte. Il a donc suivi avec une sérieuse attention les débats publics soulevés autour de cette fraction intéressante des serviteurs de l'État; il a écouté leurs réclamations, et vient enfin d'appeler auprès de lui des hommes spéciaux chargés d'élaborer, sous sa présidence, un projet de réorganisation du service de santé de la marine.

Les médecins de la marine ont vu dans la réunion de cette commission un témoignage éclatant des bienveillantes intentions de M. le comte de Chasseloup-Laubat, et ils ont applaudi sans réserves au choix des trois membres pris en dehors du corps de santé. Mais nous devons à la vérité de dire que le choix des six autres membres de la commission n'a été accueilli dans les ports qu'avec de vives et profondes appréhensions.

Ces appréhensions sont bien naturelles. Nous avons dit, en effet, que l'immense majorité des médecins de la marine attendait comme un bienfait la suppression des écoles des ports et surtout l'abolition du concours comme mode d'avancement; tandis qu'une minime fraction du corps, celle qui a établi ses quartiers dans l'oasis de l'enseignement, soutient que les écoles et le concours sont la gloire et la force de la médecine navale. — Ici, on affirme, mais sans

le démontrer, que ces institutions sont admirables ; qu'il faut les perfectionner et non les détruire, car elles sont comme les titres de noblesse du corps. — Là, on établit et on prouve que les écoles sont stériles et inutiles ; que le concours est un mode d'avancement fatalement inique ; que c'est dans ces institutions, en un mot, que se trouvent la cause du découragement des médecins de la marine et la raison de leur infériorité.

Où est la vérité ? Du côté de ceux qui disent que les autres corps envient aux médecins de la marine leur merveilleuse organisation, ou bien du côté de ceux qui ont fait arriver jusqu'au ministre leurs plaintes et leurs réclamations, et qui échappent, par une retraite prématurée ou par de nombreuses démissions, au bonheur de vivre sous ces institutions bienfaisantes ?

Il eût été équitable d'appeler au sein de la commission les partisans et les adversaires de l'organisation actuelle, afin de soumettre la question en litige à une discussion sérieuse et contradictoire. Mais cette manière de voir n'est pas du goût de M. l'inspecteur général, et les six membres qu'il a présentés au ministre, pour faire partie de la commission, ont été soigneusement choisis dans cette minime fraction du corps, qui consentira peut-être à quelques modifications de détail, mais qui repoussera toujours avec opiniâtreté tout projet mettant en question l'existence des écoles et du concours. Est-il permis de compter sur leur impartialité dans un débat où ils sont juges et parties ? et n'y a-t-il pas une certaine candeur de notre part à conserver l'espoir de les convaincre en continuant une discussion qui n'a réussi jusqu'ici qu'à les irriter ?

Aussi, n'est-ce pas précisément pour eux que nous entreprenons ce nouveau travail. C'est plus haut que nous l'adressons.

Il y a, en effet, à côté d'eux et au-dessus d'eux, des hommes éminents dont les médecins de la marine ont pu apprécier bien des fois l'esprit de justice

et la grande bienveillance. Ceux-là ont vu à l'œuvre les chirurgiens navigants dans des circonstances pénibles, dans des épidémies meurtrières, et ils ont eu des éloges publics pour leur zèle et leur abnégation. Nous savons qu'ils sont prêts à accueillir avec sympathie toutes les améliorations de position qu'on leur proposera pour ces serviteurs dévoués. Malheureusement, dans des questions de cette nature, leur religion peut être surprise, leur bienveillance peut faire fausse route, et ils pourraient, sur la foi des médecins de la commission, donner leur adhésion à des mesures qu'ils croiraient bonnes pour tous, lorsque, au contraire, l'immense majorité du corps les repousse avec énergie.

Les quatre cents adhésions que nous avons reçues nous donnent quelque droit de parler au nom du corps médical presque tout entier, et nous affirmons que les vœux et les aspirations des médecins de la marine sont entièrement opposés aux tendances connues de leurs collègues de la commission. En veut-on la preuve ? Qu'il soit permis aux chirurgiens des ports d'envoyer à Paris les représentants de leur opinion, et on verra que pas un seul des membres choisis par M. l'inspecteur général ne sera désigné pour faire partie de la commission.

Puisque l'opinion des neuf dixièmes du corps n'est pas représentée auprès du Ministre, nous allons essayer de conjurer les dangers de cet oubli, nous pouvons dire de cette exclusion.

Un des membres les plus distingués du corps enseignant a publié sous ce titre : *Les Médecins de la marine*, une brochure remarquable sous plus d'un rapport. Bien que nous soyons en désaccord avec l'auteur sur plusieurs points, nous nous plaisons cependant à rendre justice à l'esprit de conciliation qui a dicté ce travail et à la forme courtoise dans laquelle il est conçu.

L'auteur reproduit la plupart des critiques que nous avons adressées à l'organisation actuelle du corps de santé, et leur donne, en les confirmant, une incontestable autorité. Ainsi, après avoir constaté l'insuffisance scientifique des chirurgiens de troisième classe et signalé le danger de leur confier une responsabilité médicale quelconque, il arrive à la conclusion logique, nécessaire, que nous avons posée déjà, de n'admettre dans la marine que des médecins pourvus du diplôme de docteur. « Ou c'est un titre banal, dit-il, et il faut le proscrire à tout jamais, ou il offre une garantie de capacité, et les officiers de santé de la marine ne doivent pas rester au-des-

sous du niveau de leurs collègues de l'armée. » Mais ce n'est pas là un titre banal aux yeux des chirurgiens de la marine, puisque la plupart d'entre eux vont demander à une Faculté, dès que les circonstances le leur permettent, et quelquefois au prix de pénibles sacrifices, un diplôme qui, avec l'organisation actuelle, ne peut leur être d'aucune utilité.

A ceux qui prétendent qu'on ne peut se façonner que jeune au rude métier de la mer, l'auteur répond avec beaucoup de raison que, pour s'acquitter de ses fonctions, on n'a besoin que de triompher du mal de mer, auquel on est sujet à seize ans aussi bien qu'à vingt-trois, et qui, le plus souvent, n'est qu'un mal passager. Ne sait-on pas, d'ailleurs, qu'à bord de tous nos paquebots, qui font une navigation si pénible, le service médical n'est confié qu'à des docteurs?

L'Etat ne doit donc demander aux médecins qu'il prend à son service qu'une forte éducation médicale. Mais à qui confiera-t-il cette éducation? Aux écoles des ports, comme le veulent nos antagonistes? ou bien à une Faculté de médecine, comme nous le proposons? La question vaut la peine d'être examinée.

II

Nous avons adressé à l'enseignement médical des écoles des ports le reproche d'être incomplet et surtout inutile. « Toujours éloignés, dit l'auteur déjà cité, des musées, des » amphithéâtres, des cliniques, des leçons des professeurs, les » chirurgiens de troisième et de deuxième classe oublient » l'anatomie, ne s'exercent pas aux opérations et perdent l'habitude des malades. Qu'ont-ils à faire, cependant, pour ne » point abdiquer leurs droits à l'avancement, droits légitimés » par le service pénible auquel ils sont condamnés? Pas autre » chose évidemment que de se préparer artificiellement à subir les épreuves réglementaires, c'est-à-dire étudier l'anatomie sur des planches, quand ils en ont, apprendre la médecine

» cine et la chirurgie dans les manuels..... De là, l'abaisse-
» ment graduel du niveau de l'instruction professionnelle. »

Suivant ces déclarations, ne serait-on pas en droit de dire que les chefs de la médecine navale ont abusé de la bonne foi du ministre, en lui laissant croire que les écoles des ports donnaient aux étudiants un enseignement complet ; que ceux-ci, devenant chirurgiens de la marine, se trouvaient dès lors à la hauteur de la mission qui leur était confiée ?

La brochure de Rochefort n'eût-elle fait que mettre ce point en lumière, ce serait déjà beaucoup, trop peut-être, pour ceux que le reproche ira atteindre. Partisans intéressés de l'organisation actuelle, reconnaissant cependant les vices de cette institution, ils feront la part du feu, part légère autant qu'il se pourra, et s'efforceront de faire voir que, moyennant certaines modifications, les écoles maritimes sauront donner une instruction professionnelle égale à celle qu'offre une Faculté.

Replâtrage intempestif et insuffisant ! Quelles sont ces modifications qu'on ne manquera pas de faire sonner si haut ? Nous les connaissons et nous allons les juger.

Les chirurgiens de troisième classe seront affranchis de la navigation, afin qu'ils puissent profiter des leçons de leurs professeurs. De plus, ils ne pourront arriver au grade d'aide-major « qu'à la condition d'être pourvus du diplôme de docteur en médecine. » (Brochure de Rochefort.)

Si la première de ces résolutions est exécutée, les professeurs des écoles de médecine navale auront enfin un auditoire. Ce sera pour eux une agréable surprise. Il est vrai qu'il en coûtera au budget de 150 à 180,000 francs (solde de ces chers auditeurs), peut-être un peu plus, si des auxiliaires viennent temporairement tenir leurs places à bord des navires.

Admettons que le ministre de la marine veuille bien consentir cet acte de munificence, les sous-aides trouveront-ils un personnel enseignant assez nombreux pour que les écoles puissent soutenir, même de loin, la comparaison avec une Faculté ? Il s'en faut de beaucoup. On ne fera croire à personne

que, quel que soit son zèle, un même homme puisse enseigner à la fois l'anatomie normale et pathologique, la physiologie, l'anatomie chirurgicale, celle des régions, etc.

Personne n'admettra que l'enseignement d'une école est complet lorsqu'il laisse en dehors de sa sphère la toxicologie, la médecine légale, l'hygiène. — L'étude des maladies des vieillards, des femmes et des enfants, où se fera-t-elle? La pratique des accouchements, où la trouverons-nous? car personne n'a pris au sérieux les leçons théoriques qui se font depuis peu d'années dans les écoles navales. Et cependant, le médecin de la marine peut être appelé, dans un moment donné, à faire un accouchement, un rapport médico-légal, une note sur l'hygiène de telle station. Dans les colonies, il aura à soigner les familles des colons, la mère et la jeune fille, le petit-fils et l'aïeul. — Dans ces occurrences, sur quoi ce jeune médecin va-t-il appuyer son dire, sur quelle base établira-t-il son jugement? Pauvre honteux, il cherchera dans les livres, et, après de longs efforts et beaucoup de temps perdu, il prendra une détermination. Et s'il se trompe!

C'est ici une impasse dont il est urgent de sortir. Comment? C'est facile, nous dira-t-on; nous allons joindre à chacun de nos hôpitaux maritimes l'hôpital civil. Mais alors, et pour être logiques, hâtez-vous de créer des chaires nouvelles, nommez des professeurs, faites un enseignement complet, et nous serons des premiers à vous en féliciter. Seulement, nous vous dirons : La marine avait déjà quarante-neuf professeurs qui, bon an, mal an, lui faisaient vingt-cinq sous-aides; elle vient de s'en donner une vingtaine de plus pour faire une même besogne, — mieux achevée que par le passé, il est vrai. Mais il faut convenir qu'à de telles conditions le prix de revient d'un sous-aide ferait un joli chiffre.

III

Dans le système proposé par l'éminent Directeur du service de santé de Rochefort, les étudiants sont soumis à une

épreuve, examen ou concours, après une année d'étude. Ceux qui, à la suite de cette épreuve, sont reconnus posséder les connaissances élémentaires exigées, deviennent *élèves-médecins* et sont dirigés vers une des trois écoles de médecine navale. — Nous demandons quel sera, pour chaque année, le nombre d'élèves-médecins admis. N'en recevra-t-on que le nombre nécessaire au recrutement du corps? C'est une mesure d'une bonne économie, mais qui aboutit à un maigre résultat. Il se trouvera en effet que trois, quatre ans plus tard, alors que ces élèves-médecins devront passer par le concours pour devenir aides-majors, on aura à leur donner exactement autant de places qu'ils seront de candidats! Quelque chose d'analogue à ce qui se passe aujourd'hui dans les concours pour la deuxième classe... et pour le professorat.

Pour obvier à cet inconvénient, on peut, il est vrai, augmenter le chiffre des admissions. — Mais nous tombons alors de Scylla en Charybde; on s'engage dans une voie périlleuse; l'avancement devient très difficile; on fait naître des espérances qui ne peuvent être réalisées; on retombe dans l'état actuel où les chirurgiens de deuxième classe ne peuvent plus arriver à la première. Et alors, comme il est de règle que les effets suivent les causes, surviennent des plaintes, des démissions, des retraites prématurées, et si rien n'y fait, des moyens extrêmes, comme le dit le *Moniteur de la Flotte*, « des tentatives détestables et révolutionnaires. »

On le voit, les expédients proposés par les conservateurs des écoles des ports ne tiennent pas devant la discussion. Nous osons prétendre que la réorganisation proposée par nous, désirée par la majeure partie du corps naviguant, organisation établie sur les mêmes bases que celle de la médecine militaire (une école d'enseignement à Montpellier, deux écoles de perfectionnement établies, l'une à Toulon, l'autre à Brest), satisfait à tous les besoins.

IV

Le système que nous défendons a soulevé bien des colères et des récriminations. Quoi qu'on ait dit, c'est tout au plus si nous relevons deux objections qui valent la peine d'être discutées :

1° La médecine navale ne peut se recruter que dans la population maritime ;

2° La médecine militaire ne peut elle-même remplir ses cadres.

Nous allons voir ce que valent ces deux objections.

D'après la brochure de Rochefort, l'institution d'une école centrale auprès de la Faculté de Montpellier ne pourrait s'allier avec le recrutement exigé par les besoins du service. L'auteur croit l'avoir démontré, et il fait voir complaisamment, avec des chiffres à l'appui, que la majeure partie des étudiants de l'école de Rochefort, pendant une période de quatre-vingt-sept ans, a été fournie, soit par les départements maritimes avoisinants, soit par la ville de Rochefort, tandis qu'une fraction minime appartient aux départements éloignés de ce port. Nous acceptons ces chiffres, mais qu'on nous permette de les interpréter, car, en vérité, nous ne saurions voir en ceci une objection sérieuse. Si le recrutement des étudiants en médecine se fait presque exclusivement dans la population maritime, « c'est, nous dit-on, en raison, de la gratuité de l'éducation donnée sur la place, sans que soient imposés à leurs familles des frais onéreux au-dessus de leurs ressources. » — Oui, cela est vrai en ce qui touche les étudiants, qui ont maison et famille dans la ville même. Mais ceux qui sont venus des départements voisins, de la Vendée, des Deux-Sèvres, de la Charente, de la Gironde, serait-ce qu'ils ont trouvé gratuitement à Rochefort le pain et le sel, le vêtement et le couvert ? Ils sont donc, ceux-ci, dans la même position vis-à-vis de leur famille que les élèves venus

de départements plus éloignés, dans une position analogue à celle que rencontrent à Montpellier les étudiants venus des départements voisins de l'Hérault. Et s'il arrivait par hasard que la zone qui avoisine Montpellier fournit à cette Faculté un plus grand nombre d'élèves que les départements plus éloignés, ne serions-nous pas autorisés, par votre argumentation, à dire que la vocation médicale naît de préférence aux alentours du siège de la Faculté de médecine?

Lorsqu'on fait appel aux chiffres, faut-il au moins que ces chiffres aient une valeur réelle et sérieuse.

La vocation maritime! la demandez-vous aux officiers de vaisseau qui sortent de l'Ecole polytechnique, aux ingénieurs, aux administrateurs qui proviennent de la même source, aux mécaniciens qui sortent des Ecoles des Arts et Métiers. — Il est dangereux de bâtir des raisonnements sur une fiction.

L'*Annuaire de la marine* à la main, nous espérons pouvoir démontrer au besoin que les deux cinquièmes à peine des officiers de santé de chaque grade appartiennent à des familles habitant les ports militaires; que des trois cinquièmes restants, deux sont originaires du littoral, des départements avoisinant le chef-lieu d'arrondissement maritime, mais n'appartiennent nullement à ce chef-lieu, et qu'enfin un dernier cinquième est formé par les jeunes gens que des causes diverses ont amenés de l'intérieur, des colonies, aux Ecoles de Médecine navale.

Une autre raison encore, mais plus difficile à dire, fait que les étudiants de l'intérieur sont relativement rares dans les écoles. — Mettons en présence d'un même jury deux élèves, — l'un, originaire d'une ville du centre de la France, l'autre né dans les murs de la ville maritime. — Le premier est un inconnu, tandis que son camarade, par sa famille, son entourage, se trouvera en relation ancienne avec tel ou tel des membres du jury. — Cela étant, que le mérite de l'étranger ne soit pas manifeste, évident et supérieur à celui de son voisin de la ville; — qu'il y ait lieu à quelque hésitation, pour ne rien dire de plus, dans le classement: de quel côté pensez-vous que penchera la balance? — Songez que le vote est secret,

que chacun des juges peut voter isolément, sans établir entente ni concert avec ses collègues.

Il y a imprudence, nous semble-t-il, à placer des juges dans une position aussi délicate. Il faudrait être l'homme intègre par excellence, avoir en soi l'équité de Socrate et la droiture de Salomon, pour mettre l'étranger avant celui que l'on a vu, que l'on a fait naître peut-être, dont les parents sont des amis, le plus souvent même des clients. Car, c'est ici de médecins qu'il s'agit, de professeurs stables, ne naviguant plus, et se laissant séduire volontiers par les fructueuses fatigues de la clientèle.

Aussi, qu'arrive-t-il ? — Des jeunes gens, attirés par ce prestige que la marine exerce sur des imaginations jeunes et curieuses de voyages, — prestige plus grand peut-être dans l'intérieur que sur les côtes, — viennent goûter au fruit amer des écoles navales... et ne tardent pas à se retirer, édifiés qu'ils sont sur les déceptions qui pourraient ne pas leur manquer, sur les prédilections dont ils pourraient être les victimes.

Joignez à cela les exigences d'un service rigoureusement militaire. Il n'y a pas de vacances ici pendant lesquelles l'étudiant puisse aller se retremper au sein de la famille ; mais seulement des permissions de quelques jours, fort rares. — Chose curieuse ! ce service, dans un hôpital de l'Etat, pour les marins de l'Etat, ne compte pas comme service.

Expliquons-nous, car ceci a l'air d'un paradoxe. — Les élèves des Ecoles navales, polytechnique, de Saint-Cyr, de Strasbourg, lorsqu'ils sont sortis de l'école, comptent, comme temps de service acquis, le temps passé à l'école. Les aumôniers de la flotte, au moment de leur admission, sont considérés comme ayant fait déjà quatre années de service, — années qui correspondent au temps d'étude préparatoire au sacerdoce. — Le médecin de la marine n'a pas de ces bonnes fortunes. Les chefs de l'enseignement, que cela touche peu, ont oublié de demander que les années de stage dans les hôpitaux devinssent la propriété du stagiaire.

Ce qui fait encore que les élèves étrangers ne restent pas

dans les écoles des ports, c'est que d'avance ils ont vu le sort qui les attend. Ils sont édifiés sur « ces continuels embarque-
» ments, qui, rendant presque impossibles les études histori-
» ques, ont, en outre, ce grave inconvénient de livrer en
» quelque sorte à un aveugle hasard les chances d'avance-
» ment (1). »

Il n'y a certes plus à s'étonner si « beaucoup d'étudiants
» des ports vont à Strasbourg, tandis que pas un étudiant de
» la guerre n'a rallié les écoles navales (2). » Ce qui sur-
prend, c'est que ces écoles soient encore aussi fréquentées; il
faut, en vérité, que la *vocation maritime* soit profondément im-
plantée au cœur des étudiants.

La vérité devait tôt ou tard se faire jour. L'intelligent ré-
dacteur de l'*Océan* de Brest ne l'a pas marchandée : « N'est-ce
» pas, dit-il, par surprise qu'on a enrôlé jusqu'à ce jour les
» jeunes gens dans la médecine navale? Ce mirage des
» voyages aventureux, qui sourient à la jeunesse ignorante,
» n'a-t-il pas été pour eux un leurre? Et s'ils n'ont pas donné
» leur démission, n'est-ce pas parce qu'ils étaient rivés à la
» chaîne, parce que les besoins matériels de l'existence les
» maintenaient de force dans une carrière où ils ne trou-
» vaient pas de suffisantes compensations à leurs pénibles
» devoirs? La médecine navale n'a-t-elle pas été jusqu'à ce
» jour une exploitation des jeunes gens peu favorisés du
» côté de la fortune? »

Si les écoles ont des étudiants, c'est que, dans le corps des
médecins navigants, les démissions sont nombreuses. Pour y
suppléer, il faut, à tout prix, faire des chirurgiens de troi-
sième classe. Dans la ville maritime, dans les localités voi-
sines, les pères de famille entendent dire ceci : « Dans un an,
deux ans au plus, le jeune homme pourra se suffire. » Et c'est
ainsi qu'ils le font entrer dans ces écoles, sur la porte des-
quelles il faudrait mettre l'inscription du Dante.

Tout cela est petit et misérable.

(1) Broch. *les Médecins de la marine*, p. 8.

(2) *Id.*, p. 23.

Apportez à ce corps de la médecine navale une organisation nouvelle ; en regard des périls, des ennuis de la navigation, mettez quelques avantages ; donnez un peu de repos entre deux campagnes. Pour les médecins de la marine, que le ministère ne soit avare ni de rémunérations, ni de récompenses honorifiques ; mais, surtout, que tous aient les mêmes droits et les mêmes devoirs ; que celui qui navigue puisse, comme le professeur, atteindre aux grades élevés, et vous verrez le corps se recruter aussi bien dans l'intérieur que sur les côtes.

Voyons ce que vaut la seconde objection ainsi formulée :

« La médecine militaire ne peut elle-même remplir ses cadres. »

Consultez l'*Annuaire* du service de santé militaire, et vous verrez qu'il existe à l'école de Strasbourg deux cent cinquante élèves casernés, ce qui donne plus de soixante admissions par année, lorsque quarante suffisent pour le recrutement annuel ; — consultez le *Moniteur de l'Armée* (novembre 1863), vous y trouverez la liste de cent élèves et plus admis à entrer à l'école. Il résulte d'ailleurs de documents puisés à bonne source, que le nombre des élèves de l'école de Strasbourg a été jusqu'à présent limité par suite de l'insuffisance du casernement. On peut se renseigner auprès du conseil de santé de l'armée, et l'on saura s'il y a lieu de se mettre en peine du recrutement de la médecine militaire.

Parce que le cadre des enseignes de vaisseau n'est pas rempli, dira-t-on que la marine militaire a peine à se recruter ?

En résumé, les écoles de médecine navale ne peuvent donner un enseignement médical complet ; modifiées et accrues jusqu'à pouvoir atteindre ce résultat, elles créeraient pour le budget un sérieux embarras. — D'autre part, dire que la médecine navale ne trouve des élèves que dans les ports militaires ou les pays voisins, c'est se payer de mots ; soutenir que le service de santé militaire ne peut remplir ses cadres, c'est jouer sur des chiffres.

Faut-il maintenant dévoiler les criants abus dont les écoles de médecine navale sont trop souvent le théâtre ? Dirons-nous comment s'y forment des dynasties de professeurs, comment se pratique l'*entraînement* à l'égard de ceux que de hautes amitiés destinent au professorat ? Pour ces rejetons précieux, dont la mission est de continuer une tradition de famille, les longues campagnes n'existent pas, on leur ménage le vent et la rosée. Un congé venu à point nommé, une position sédentaire octroyée en temps opportun, les tirent de la liste d'embarquement ; on leur donne les moyens d'étude et le loisir, car — noblesse oblige, — il faut qu'ils succèdent.

Nous voulons être discrets ; on nous saura gré de ne pas soulever le voile qui cache les injustices, les abus de pouvoir, les inconséquences de l'autorité, les résultats, en un mot, d'un système condamné. On nous en saura gré, car nous sommes de ceux qui pensent que c'est un devoir, pour les défenseurs d'une cause juste et forte, de puiser en elle la modération, que pourraient faire oublier les témérités de nos contradicteurs.

La question demande à être vue de plus haut. Quel est le but que l'État s'est proposé en instituant les écoles médicales dans les ports ? — Faire des médecins instruits pour le service de la flotte et des colonies. — Ce but est-il atteint ? — Nullement.

Et, qu'on ne prenne pas le change ; nous ne voulons point dire ici que les médecins de la marine sont au-dessous de la tâche qui leur est confiée. Nul plus que nous n'apprécie leur valeur, et comme médecins et comme hommes. Mais ce qu'ils sont, ce n'est pas aux écoles qu'ils le doivent, c'est à leur travail personnel, à leurs études privées, — et cela malgré les ennuis des longues navigations, malgré les déboires des concours, malgré l'abandon qu'ils sont obligés de faire de toutes les joies de l'intérieur et de la famille. — Ceux qui ont résisté à toutes ces causes de désaffection pour une carrière ingrate méritent respect et sympathie.

Or, si les écoles navales n'atteignent pas le résultat qui leur fut demandé, il est urgent d'y pourvoir en s'adressant à une Faculté.

V

Après avoir terminé son temps de scolarité, obtenu son diplôme de docteur à la Faculté de Montpellier avec la note *satisfait*, subi avec succès un examen d'entrée, et, un an après, l'examen de sortie de l'école de perfectionnement qui a déterminé son classement, après avoir satisfait en un mot aux preuves de garantie de son instruction théorique et pratique, le médecin de la marine est reconnu comme pourvu d'une instruction médicale complète, et alors seulement, il est embarqué et reconnu apte à remplir toute corvée incombant à son grade. Mais quel mode d'avancement adoptera-t-on, le concours, ou, comme dans tous les corps, le choix et l'ancienneté ?

Nous écrivions dans notre première brochure, page 19 : Le concours est peut-être en principe le mode d'avancement le plus équitable, mais il constitue dans la marine une flagrante iniquité. Il lie en effet l'avenir aux hasards de la navigation et fait arriver avant l'heure ceux qui ne s'éloignent pas des ports ; il retarde, au contraire, d'une manière indéfinie, l'avancement de ceux qui naviguent dans les mers lointaines, de ceux qui prennent part aux expéditions meurtrières, ou qui vivent au milieu des épidémies. Le concours convertit ainsi en préjudice pour le médecin de la marine des services qui sont regardés dans tous les autres corps comme des titres aux récompenses.

Le savant auteur de la brochure de Rochefort dit, page 8 : « Il faut être à terre pour se présenter au concours ; il faut y » être resté quelque temps pour se préparer sans fraude aux » examens. Une longue campagne peut, malgré la bienveillance et l'équité du jury, briser à jamais la carrière d'un » chirurgien. » Et il ajoute : Aussi les démissions et les demandes de retraite se multiplient-elles à un degré inquiétant. »

Nous ne résistons pas à l'envie de citer un exemple parmi beaucoup d'autres. Un chirurgien de deuxième classe, regardé dans le corps comme un sujet des plus remarquables, après plus de trois ans de grade se trouve prêt à concourir pour la première classe, et il reçoit l'ordre d'embarquer, part pour le Mexique, reste trois ans et demi loin de France ; à son arrivée, il est envoyé en congé de convalescence pour rétablir dans sa famille sa santé altérée ; il rentre au port, à l'expiration de ce congé, est obligé de partir le lendemain pour la Plata, y reste deux ans et demi, opère son retour en France, avec dix ans de grade de deuxième classe, sans avoir pu se présenter au concours, est menacé de partir encore pour une campagne lointaine, et alors, dégoûté d'une carrière si ingrate, il quitte le service et va demander à la médecine civile (comme dit l'auteur de la brochure de Rochefort) ce que la marine ne lui donnait pas en échange de sa liberté aliénée, des longues séparations de sa famille, des fatigues endurées et des périls auxquels il s'était exposé.

Combien pourrions-nous citer de faits ressemblant à celui-ci, et cependant il devrait suffire d'un seul pour condamner à jamais le mode d'avancement par le concours.

Avec l'organisation actuelle, ce mode d'avancement a sa raison d'être, puisque l'enseignement donné par les écoles n'est d'aucune valeur ; il fallait bien trouver un moyen pour s'assurer que le chirurgien avait travaillé seul à se mettre à la hauteur du grade qu'il voulait acquérir. Mais avec le système proposé, l'Etat, ayant toutes les garanties du savoir d'un médecin avant son entrée dans le corps, qui donc aurait intérêt à maintenir sans bénéfice une pareille aggravation de peine ? Qui exposerait de nouveau les médecins de la marine aux inconvénients que nous avons signalés ?

Il est difficile de s'expliquer comment l'auteur de la brochure de Rochefort a été amené à revenir sur le concours, après avoir si bien exposé les peines du service à la mer. Cela ne nous paraît pas logique.

Il existe en France bien d'autres corps scientifiques, mines, ponts-et-chaussées, génie maritime, etc. Dans tous ces corps,

on entre moyennant beaucoup de peine et de travail. Mais, pour celui qui s'y trouve une fois admis, les avancements dérivent des conditions ordinaires : choix et ancienneté, sans qu'il faille subir de nouvelles épreuves, et cependant le personnel de ces corps, s'éloignant peu de France, serait en bonne position pour venir prendre part aux chances d'un concours.

Le système d'avancement par le concours doit être abandonné. Quelques médecins, membres de la commission, sont, dit-on, de cet avis ; mais, pour ne pas froisser les répugnances de leurs collègues, ils proposent de remplacer ces luttes inintelligentes des concours actuels, — assauts de mémoire et de bonne diction, — par des épreuves cliniques et un examen.

Cette proposition ne peut être acceptée. — Pour passer un examen ou se présenter à un concours, il faut être au port en temps opportun : là est et sera toujours la difficulté.

On répond à cela que tout médecin partant pour une campagne subira cet examen avant son départ. Ceux qui usent de cet argument n'ont-ils jamais vu, ce qui n'est plus rare dans nos ports, des chirurgiens recevoir l'ordre de partir dans les vingt-quatre heures ?

Un autre dont l'absence devra être de deux mois à peine, ne subira pas d'examen. Mais que son absence se prolonge, que surviennent des épidémies, des faits de guerre, et le médecin, quelque noble qu'ait été sa conduite et généreux son dévouement, ne pourra être récompensé, attendu qu'avant le départ du navire il n'avait pas subi son examen de capacité. — Il suffit qu'un seul fait de cette nature soit possible pour que ce projet soit condamné. Ce serait retomber sans utilité dans les impossibilités du système actuel.

Si les médecins militaires subissent un examen pour devenir principaux de deuxième classe, c'est qu'ils abandonnent alors la partie militante de leur carrière pour se consacrer uniquement au service des hôpitaux. Ceux de la marine ne sont jamais dans ce cas. Dans l'organisation proposée, tous les médecins de tout grade, excepté inspecteurs et directeurs, prennent part à la navigation et au service colonial. Tel est

le but primordial de création de ce corps et vers lequel il faut le ramener.

Quelques membres médecins de la commission combinent, dit-on, leurs efforts, pour soutenir quand même le système des concours. L'un d'eux aurait même proposé d'imposer un examen à tout chirurgien de première classe, de l'organisation actuelle, voulant obtenir le grade de principal. Condamner des praticiens qui ont dépassé la quarantaine, qui déjà ont subi huit ou neuf concours, à venir faire devant un jury la preuve de leur savoir : lorsque l'amour du concours conduit un homme intelligent à émettre des idées semblables, il faut se voiler la face et désespérer de la raison elle-même !

Nous n'ignorons pas que la plupart des membres de l'enseignement, considérant le concours comme le palladium de leur influence et de leur considération dans les ports, mettront tout en œuvre pour ne pas se le laisser arracher ; ils appuieront leur dire sur des motifs spécieux, soutiendront que, sans les concours ou examens, les médecins de la marine cesseront de travailler, perdront de leur valeur et finiront par ne plus être à la hauteur de leur fonction. — Misérables arguties que tout cela ! Nous savons le secret de cette ténacité à conserver entre les mains cette arme du concours. C'est un grand moyen d'influence et de popularité dans une cité maritime.

Voit-on maintenant pourquoi le corps enseignant tient au concours, comme à la plus chère de ses prérogatives ?

VI

L'organisation actuelle de la médecine navale n'est pas susceptible d'être modifiée, elle doit être détruite.

Vous vous glorifiez des magnifiques résultats qu'elle a donnés ! Si nous parcourons les annales de la science, nous cherchons en vain les découvertes que les médecins de la marine auraient pu faire dans le champ si vaste et si peu connu de la

pathologie des pays chauds. Tous les travaux importants publiés sur la matière appartiennent à nos médecins militaires ou à des médecins anglais.

Certes, il y a dans le corps de santé de la marine française des intelligences d'élite, des cœurs généreux, et, nous le croyons, des praticiens distingués. Oui, nous le dirons encore, ils se sont rendus dignes de l'important mandat qui leur est confié, mais au prix de quels labeurs ? Interrogez-les, et tous vous refuseront le titre de maître que vous voulez usurper. Tout votre rôle s'est borné à leur délivrer des certificats de capacité.

Quand nous avons dit que vous essayiez en vain de combler les vides que font dans vos rangs les démissions si nombreuses et les morts, et que vous admettiez dans le grade de 2^e classe tous les candidats qui se présentaient ; quand nous vous avons reproché d'encombrer la marine de chirurgiens auxiliaires, pour la plupart incapables, et que, par pudeur, vous jugez à huis clos ; quand nous avons signalé ce fait incroyable que des hommes intelligents et laborieux étaient condamnés à ressasser, pendant trois, quatre et même cinq ans les premiers rudiments, les prolégomènes de la science ; quand nous avons signalé l'abaissement du niveau scientifique, vous nous avez accusé d'insulter les médecins de la marine, et voilà qu'une voix autorisée jette le même cri d'alarme et signale les mêmes écueils.

Attendez encore un peu, élargissez les cadres, et nous verrons quels beaux fruits le système va porter.

Vous nous accusez de faire une croisade en faveur de l'incapacité et de la paresse. Eh bien ! les premiers qui se soient levés contre les institutions que vous défendez sont les hommes « qu'ont affranchis quinze ans de lutte et de misères » et qui voudraient épargner à la génération qui les suit la série de souffrances qu'ils ont eue à traverser.

Vous espérez étouffer leurs plaintes en ouvrant à leur légitime ambition des horizons plus larges, en créant des postes sédentaires où viendraient s'éterniser quelques privilégiés. Détrompez-vous. Leur ambition est plus haute. Ils ne veulent

pas l'égalité dans la misère ; mais ils demandent que les charges pèsent également sur tous, et que le repos à terre ne soit pas la récompense de celui qui parle le mieux, mais bien du serviteur qui a supporté les fatigues les plus grandes.

Vous prônez l'avantage qu'ils ont d'être jugés par leurs pairs. Mais où les voyez-vous à l'œuvre ? Que les médecins militaires ambitionnent cette garantie, nous le comprenons, car leurs chefs sont partout avec eux, partout où il est besoin de science et de dévouement. Mais vous, allez-vous au Mexique où sont morts dix-huit de vos subordonnés ? Les accompagnez-vous dans leurs campagnes lointaines, dans les expéditions maritimes, au milieu des épidémies ? Où avez-vous pu apprécier leur talent d'organiseurs, leur zèle, leur énergie, leur dévouement ?

Vous les accusez d'être des révolutionnaires. Quoi ! parce qu'ils demandent à substituer à leur organisation chaotique les institutions bienfaisantes et fécondes de la médecine militaire, ils sont des révolutionnaires ? Ils n'ont fait appel qu'à ce qu'il y a de plus élevé dans la cause humaine, aux idées de justice !

Ils savent que le droit finit toujours par triompher, et ils attendent de la justice du ministre leur émancipation.

Pour nous, nous ne désertions la lutte que lorsque leur cause aura été gagnée.